

# Enrayer les inégalités mondiales

[Arnaud Zacharie](#) ; 3 mars 2016 ; [Imagine demain le monde](#) –

Décrites et dénoncées par de nombreux ouvrages et rapports publiés ces dernières années, les inégalités ne représentent pas seulement un enjeu social : elles sont aussi un obstacle au développement économique, au respect de l'environnement et à la sécurité mondiale. C'est pourquoi la réduction des inégalités devrait représenter une priorité politique pour les gouvernements.

## Les gagnants et les perdants de la mondialisation

La mondialisation s'est accompagnée d'une redistribution internationale des revenus qui a entraîné des gagnants et des perdants [1]. Ce processus a eu un impact contrasté sur les inégalités mondiales. D'une part, le transfert progressif du centre de gravité de l'économie mondiale des Etats-Unis et des pays occidentaux vers la Chine et les pays émergents a entraîné depuis la fin du 20<sup>e</sup> siècle une réduction des inégalités Nord-Sud – alors qu'elles n'avaient cessé d'augmenter depuis le début du 19<sup>e</sup> siècle. D'autre part, les inégalités de revenu et de patrimoine entre les individus ont fortement augmenté, à un tel point que le patrimoine cumulé des 1% les plus riches dépasse désormais celui des autres 99% de la population mondiale, tandis que la fortune cumulée des 62 individus les plus riches du monde équivaut au patrimoine de la moitié la plus pauvre de l'humanité [2].

Comme l'a démontré Branko Milanovic [3], l'impact de la mondialisation sur l'évolution des revenus a entraîné depuis la fin des années 1980 deux gagnants et deux perdants parmi les classes sociales d'individus. Du côté des gagnants, on trouve le « top 1% », qui a bénéficié de la forte hausse des très hauts revenus, et les classes moyennes des pays émergents, qui ont pris naissance grâce au développement industriel en Chine, ainsi qu'en Inde et dans les autres pays émergents d'Asie. Par contre, la mondialisation a été négative pour les populations les plus pauvres du monde, qui n'ont pas vu leurs conditions de vie misérables s'améliorer, et les classes moyennes des pays occidentaux, dont les revenus réels ont stagné suite aux délocalisations des emplois industriels et au dumping social.

Il en a résulté une forte hausse des inégalités mondiales entre les individus, malgré la baisse des inégalités Nord-Sud qui résulte en grande partie de l'émergence de la Chine – qui explique à elle seule 98% de la réduction de l'extrême pauvreté mondiale entre 1981 et 2005 [4] ! Trois décennies de mondialisation se sont accompagnées d'une augmentation des inégalités sociales à l'intérieur de la plupart des pays dans le monde. En outre, bien qu'en baisse, les inégalités Nord-Sud restent très élevées, à un tel point que Milanovic considère le lieu de naissance comme le principal facteur d'inégalité mondiale. Or, outre leur effet néfaste sur la cohésion sociale, les inégalités ont un impact négatif sur l'économie et l'environnement. Elles représentent donc un frein pour les trois piliers du développement durable. C'est pourquoi la réduction des inégalités fait partie des dix-sept Objectifs de développement durable (ODD) adoptés en 2015 par les Nations unies.

## Les effets néfastes des inégalités

Si les niveaux actuels d'inégalités ont jusqu'ici été acceptés politiquement, c'est parce qu'ils pouvaient se justifier pour des raisons d'efficacité économique. En effet, la pensée néolibérale

affirmait que les lois du marché garantissaient une allocation optimale des richesses. Les inégalités, bien qu'injustes, pouvaient dès lors se justifier grâce à leur effet positif sur la réduction de la pauvreté. Cette justification reposait sur la théorie de l'« effet de ruissellement », selon laquelle les fruits de la croissance économique favorisée par la concentration des richesses « ruissellent » mécaniquement jusqu'aux plus pauvres. Or cette théorie est désormais contredite par le FMI lui-même, qui en a pourtant été le principal promoteur durant trois décennies : selon les conclusions d'une étude publiée en juin 2015, non seulement l'augmentation de la part des revenus des 20% les plus riches réduit la croissance, mais en outre, lorsque les riches deviennent plus riches, les bénéficiaires ne « ruissellent » pas jusqu'aux plus pauvres – ce qui nécessite des politiques publiques augmentant les revenus des populations pauvres [5]. En d'autres termes, les inégalités sont néfastes pour le développement économique. L'objectif éthique de justice sociale et celui d'efficacité économique peuvent dès lors être réconciliés.

En outre, les inégalités sociales sont néfastes pour l'environnement. Comme l'a démontré Elinor Ostrom [6], la première femme à avoir reçu le « Nobel » d'économie en 2009, les sociétés inégalitaires ont tendance à détruire leur environnement, selon une rationalité économique poussant les plus riches à surexploiter les ressources naturelles, du fait qu'ils peuvent en tirer une utilité individuelle et en reporter le coût sur la collectivité. Inversement, elle a montré que des sociétés fondées sur la cohésion sociale, la justice et la gestion publique des biens communs réussissent à exploiter durablement les ressources environnementales. Les inégalités sont également un puissant facteur d'injustice environnementale : ce sont les populations les plus pauvres qui sont les plus vulnérables envers les crises écologiques, qui sont dès lors aussi des crises sociales. La réduction des inégalités est donc un enjeu environnemental majeur.

Les inégalités représentent en outre un enjeu démocratique de premier plan, comme le démontrent les réactions dans les urnes des classes moyennes occidentales, ces « perdants » de la mondialisation qui se détournent de plus en plus des partis traditionnels, ou comme l'ont illustré les conséquences du « printemps arabe » dans les Etats autoritaires d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, où les inégalités sont parmi les plus élevées au monde. Les inégalités ne sont pas seulement injustes ; elles sont également néfastes pour la société. Selon Daron Acemoglu et James Robinson, cela n'a rien de nouveau : ils ont démontré qu'au cours de l'histoire, l'existence dans les sociétés inégalitaires de « groupes extractifs » – qui accaparent davantage de richesses que ce qu'ils contribuent à créer – sont susceptibles d'influer sur les politiques et provoquer « l'échec des nations » – d'où l'importance de promouvoir des « institutions inclusives » [7].

## **Comment réduire les inégalités ?**

Réduire les inégalités nécessite des politiques publiques volontaristes. Le premier facteur de réduction des inégalités est l'existence de systèmes de protection sociale formels et performants. Selon l'OIT, les trois-quarts de l'humanité n'ont pas accès à un système de protection sociale formel. La protection sociale a pourtant fait ses preuves dans les pays où elle a été instaurée après la Deuxième Guerre mondiale : elle a contribué à réduire les inégalités de revenus de 40-50% dans des pays d'Europe continentale comme la Belgique, la France, l'Allemagne ou la Suède, et de 20-30% dans les pays industrialisés anglo-saxons (Australie, Canada, Etats-Unis, Royaume-Uni) [8]. Si la protection sociale s'est révélée aussi efficace pour réduire les inégalités, c'est parce qu'elle permet de corriger les injustices du marché en redistribuant les richesses entre les différentes catégories de populations : riches et

pauvres, jeunes et vieux, bien-portants et malades, employés et chômeurs. En outre, l'existence d'un système de protection sociale permet de réduire les effets sociaux provoqués par les crises économiques – grâce à l'effet contra-cyclique des « stabilisateurs automatiques » qui ont permis de diviser par quatre les effets sociaux de la « grande récession » en Europe après 2008 [9]. Le paradoxe de notre époque est que la protection sociale est de plus en plus présentée comme une charge excessive pour le coût du travail et la compétitivité dans les pays où elle a fait ses preuves, alors que de plus en plus de pays en développement qui n'en disposent pas cherchent à l'instaurer – comme l'attestent la première loi sur l'assurance sociale adoptée en Chine en 2010 ou l'instauration d'un système de sécurité sociale couvrant 100% de la population en Thaïlande, au Rwanda ou au Vietnam.

Un second levier pour réduire les inégalités est d'ordre fiscal : la justice fiscale est un puissant facteur de justice sociale. En attendant l'impôt mondial sur le patrimoine proposé par Thomas Piketty [10], aussi souhaitable que politiquement complexe à obtenir à court terme, des marges de manœuvre existent au niveau national, où des régimes fiscaux plus progressifs permettraient de réduire les inégalités internes. L'harmonisation fiscale européenne – ainsi d'ailleurs que dans les autres régions du monde – permettrait en outre de juguler le dumping fiscal engendré par la concurrence entre Etats qui se révèle extrêmement coûteux pour les recettes publiques et qui bénéficie essentiellement aux plus hauts revenus.

Enfin, comme le souligne notamment Anthony Atkinson [11], enrayer les inégalités nécessite également des politiques de redistribution primaire des revenus, au moment de leur formation, pour garantir un meilleur équilibre entre la distribution des revenus du capital et du travail.

Conséquence du pouvoir croissant des groupes financiers qui sont devenus actionnaires majoritaires des grandes firmes transnationales, la part des salaires dans la valeur ajoutée créée par les entreprises a baissé de 10% en trois décennies dans les pays de l'OCDE.

Atkinson appelle à « dompter les grands groupes puissants » en donnant plus de pouvoir aux syndicats de salariés et aux associations de consommateurs, en vue de favoriser la concertation sociale menant à l'adoption de salaires minimums et maximums légaux garantissant la cohésion sociale dans chacun des pays.

- [Imagine Demain le Monde](#)
- [Justice sociale](#)

[1] A. Zacharie, *Mondialisation : qui gagne et qui perd. Essai sur l'économie politique du développement*, LBDE/La Murette, 2013.

[2] Oxfam, « Une économie au service des 1% », 18 janvier 2016.

[3] C. Lakner and B. Milanovic, « Global Income Distribution. From the Fall of the Berlin Wall to the Great Recession », World Bank Policy Research Working Paper n°6719, December 2013.

[4] S. Chen and M. Ravallion, « The Developing World is Poorer than we Thought, But No Less Successful in the Fight Against Poverty », World Bank Policy Research Working Paper n°4703, August 2008.

[5] E. Dabla-Norris, K. Kochhar, N. Suphaphiphat, F. Ricka, E. Tsounta, « Causes and Consequences of Income Inequality : A Global Perspective », IMF, 15 June 2015.

[6] E. Ostrom, *Governing the Commons : The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge University Press, 1990.

[7] D. Acemoglu and J. Robinson, *Why Nations Fail : The Origins of Power, Prosperity and Poverty*, Crown Publishers, 2012.

[8] OIT, « Changements dans le monde du travail », BIT, Conférence internationale du travail, 95<sup>e</sup> session, 2006. pp. 44-47.

[9] E. Laurent, *Le bel avenir de l'Etat-providence*, LLL, 2014.

[10] T. Piketty, *Le capital au 21<sup>e</sup> siècle*, Seuil, 2013.

[11] A. Atkinson, *Inégalités*, Seuil, 2016.